



Le Saint-Siège

DISCOURS DU SAINT-PÈRE EN RÉPONSE AUX VŒUX DU CORPS DIPLOMATIQUE ACCRÉDITÉ PRÈS LE SAINT-SIÈGE*

Samedi 10 janvier 1998

Excellences,

Mesdames, Messieurs, 1. L'hommage collectif du Corps diplomatique, au seuil d'une nouvelle année, revêt toujours un caractère d'émouvante solennité et de cordiale familiarité. Je remercie de grand cœur votre Doyen, Monsieur l'Ambassadeur Atembina-Te-Bombo, qui m'a présenté avec courtoisie vos vœux amicaux et évoqué de manière délicate certains aspects de ma mission apostolique. En ce début de l'année 1998, laissons resplendir pour tous les hommes d'aujourd'hui la lumière qui s'est levée sur le monde le jour de la naissance de l'Enfant-Dieu. Par sa nature même, elle est universelle, sa clarté rejaille sur tous sans exception. Elle dévoile nos succès comme nos échecs dans la gestion de la création et dans nos missions au service de la société. 2. Fort heureusement les réalisations positives ne manquent pas. L'Europe centrale et orientale a poursuivi sa marche vers la démocratie, se libérant peu à peu du poids et des conditionnements du totalitarisme d'hier. Espérons que ce progrès s'avèrera partout effectif! Tout près de nous, la Bosnie-Herzégovine connaît tant bien que mal une paix relative, encore que les dernières élections locales aient montré la précarité du processus de pacification entre les diverses communautés. À cet égard, je voudrais inviter avec insistance la communauté internationale à poursuivre ses efforts en faveur du retour des réfugiés dans leurs foyers et du respect des droits fondamentaux des trois communautés ethniques qui composent le pays. Ce sont là des conditions nécessaires à la vitalité de ce pays: mon inoubliable [visite pastorale à Sarajevo, au printemps dernier](#), m'a permis de le percevoir mieux encore. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est ainsi que les efforts pour une stabilité monétaire devraient conduire à une complémentarité progressive des peuples, dans le respect de l'identité et de l'histoire de chacun d'entre eux. Il s'agit en quelque sorte de partager le patrimoine de valeurs que chaque nation a contribué à faire éclore: la dignité de la personne humaine, ses droits fondamentaux imprescriptibles, l'inviolabilité de la vie, la liberté et la justice, le sens de la solidarité et le refus de l'exclusion. Toujours dans ce continent, on ne peut qu'encourager le dialogue repris entre les parties qui s'opposent depuis tant d'années en Irlande du Nord. Que tous aient le courage de la persévérance pour surmonter les écueils actuels, là comme en d'autres régions d'Europe! En Amérique latine, le processus de démocratisation a continué, même si çà et là des réflexes pervers ont pu entraver sa marche, comme l'ont montré les tragiques événements survenus dans la province du Chiapas, au Mexique, quelques jours avant Noël. A la fin de ce mois, si Dieu le veut, je me rendrai en visite pastorale à Cuba. La première visite d'un Successeur de Pierre à cette île me donnera l'occasion de conforter non seulement les catholiques si courageux de ce pays mais encore tous leurs

concitoyens dans leurs efforts pour l'avènement d'une patrie toujours plus juste et plus solidaire, où chacun trouve sa place et se voit reconnu dans ses légitimes aspirations. En ce qui concerne l'Asie, où vit plus de la moitié de l'humanité, on doit applaudir aux conversations entre les deux Corées qui se déroulent à Genève. Leur succès allégerait notablement la tension dans toute la région et encouragerait sans doute un dialogue constructif entre d'autres pays de la région, encore divisés ou antagonistes, les incitant ainsi à adopter une dynamique de la solidarité et de la paix. Les soubresauts financiers qui ont récemment occupé le devant de la scène dans certains pays de cette partie du monde appellent à une sérieuse réflexion sur la moralité des échanges économiques et financiers qui ont conduit au développement considérable de l'Asie, ces dernières années. Une plus grande sensibilité à la justice sociale et davantage de respect des cultures locales pourraient éviter à l'avenir de mauvaises surprises, dont les populations finissent toujours par être les victimes. Je n'ai pas besoin d'insister pour rappeler l'intérêt avec lequel le Pape et ses collaborateurs suivent l'évolution de la situation en Chine, souhaitant qu'elle favorise l'établissement de rapports sereins avec le Saint-Siège. Cela permettrait aux catholiques chinois de vivre leur foi, pleinement insérés dans la communion de toute l'Église en marche vers le grand Jubilé. Ma pensée rejoint aussi l'Église qui est au Viêt-Nam et qui aspire toujours à des conditions d'existence meilleures. Je ne puis oublier non plus les habitants du Timor Oriental, et en particulier les fils de l'Église vivant sur cette terre, qui attendent encore de connaître une existence plus paisible pour pouvoir regarder l'avenir avec davantage de confiance. Je voudrais ici adresser un salut cordial à la Mongolie, qui a manifesté le désir de nouer des liens plus étroits avec le Siège apostolique.³ D'une manière plus générale, je retiendrai parmi les aspects positifs de notre bilan la sensibilité accrue dans le monde pour les questions liées à la préservation d'un environnement digne de l'homme ou encore le consensus international qui a permis, voici un mois à peine à Ottawa, la signature d'un traité sur l'interdiction des mines anti-personnel (que le Saint-Siège d'ailleurs s'apprête à ratifier). Tout cela manifeste un respect toujours plus concret envers la personne humaine considérée dans ses dimensions individuelle et sociale, ainsi que dans son rôle de gestionnaire de la création; et cela répond aussi à la conviction que nous ne pourrions être heureux que les uns avec les autres, jamais les uns contre les autres. Les initiatives prises par les responsables de la communauté internationale en faveur de l'enfance hélas trop souvent flétrie dans son innocence, la lutte contre le crime organisé ou le commerce de la drogue, les efforts entrepris pour contrecarrer l'odieuse traite des êtres humains sous toutes ses formes, montrent bien qu'avec la volonté politique, on peut s'attaquer aux causes des dérèglements qui trop souvent défigurent la personne humaine. Toutes ces avancées ont d'autant plus besoin d'être consolidées que le monde qui nous entoure demeure une réalité en mutation, dont l'équilibre peut être à tout moment compromis par un conflit imprévu, une crise économique subite ou les conséquences néfastes de l'extension inquiétante de la pauvreté.⁴ La fragilité de nos sociétés nous est douloureusement signifiée par des « points chauds » qui sont restés au premier plan de l'actualité et qui ont assombri une fois encore le climat joyeux des célébrations de ces derniers jours. Je pense tout d'abord à l'Algérie qui, pratiquement chaque jour, est endeuillée par des massacres odieux. Voilà tout un pays otage d'une violence inhumaine qu'aucune cause politique, ni encore moins une motivation religieuse, ne sauraient légitimer. Je tiens à redire clairement à tous, une nouvelle fois, que personne ne peut tuer au nom de Dieu: ce serait abuser du nom divin et blasphémer. Il conviendrait que toutes les bonnes volontés, dans ce pays et ailleurs, s'unissent pour faire en sorte que la voix de ceux qui croient au dialogue et à la fraternité soit enfin entendue. Et je suis convaincu qu'ils constituent la majorité du peuple algérien. La situation au Soudan ne permet toujours pas de parler de réconciliation et de paix. En outre, les chrétiens de ce pays continuent à être l'objet de graves discriminations dont le Saint-Siège s'est fait l'écho à maintes reprises auprès des autorités civiles, sans que l'on constate encore, hélas, une amélioration notable. La paix semble s'être éloignée du Moyen-Orient, alors que le processus de paix mis en route à Madrid en 1991 est comme suspendu, quand il n'est pas mis à mal par des initiatives ambiguës ou même violentes. Je pense en ce moment à tous ceux — Israéliens et

Palestiniens — qui avaient cultivé ces dernières années l'espérance de voir enfin éclore sur cette Terre Sainte la justice, la sécurité, la paix, une vie quotidienne normale. Qu'en est-il aujourd'hui de cette volonté de paix? Les principes de la Conférence de Madrid et les orientations de la réunion d'Oslo de 1993 ont pavé la route vers la paix. Ils demeurent aujourd'hui encore les seuls éléments valables pour aller de l'avant. Point n'est besoin de s'aventurer sur d'autres chemins. Je voudrais vous assurer et, à travers vous, toute la communauté internationale, que le Saint-Siège, pour sa part, continuera à dialoguer avec toutes les parties concernées afin d'encourager chez les uns et les autres la volonté de sauver la paix et de guérir les plaies de l'injustice. Le Saint-Siège garde envers cette région du monde une constante sollicitude et il conduit son action selon les principes qui l'ont toujours guidé. Le Pape, en particulier, en ces années qui précèdent la célébration du Jubilé de l'an 2000, tourne son regard vers Jérusalem, la Cité Sainte entre toutes, priant chaque jour pour qu'elle devienne bientôt et à jamais, avec Bethléem et Nazareth, un lieu de justice et de paix où juifs, chrétiens et musulmans pourront enfin cheminer ensemble sous le regard de Dieu. Non loin de là, tout un peuple est victime d'un enfermement qui le place dans des conditions de survie aléatoires: j'ai nommé nos frères de l'Irak, soumis à un embargo impitoyable. Entendant les appels au secours qui parviennent sans cesse au Saint-Siège, je me dois d'interpeller la conscience de ceux qui, en Irak ou ailleurs, font passer des considérations politiques, économiques ou stratégiques avant le bien fondamental des populations et je leur demande de faire preuve de compassion. Les faibles et les innocents ne sauraient payer pour des erreurs dont ils ne sont pas responsables. Je prie donc afin que ce pays puisse retrouver sa dignité, qu'il connaisse un développement normal, et qu'il soit ainsi en mesure de rétablir des rapports fructueux avec les autres peuples, dans le cadre du droit international et de la solidarité mondiale. Nous ne pouvons passer sous silence le drame des populations kurdes qui, ces jours-ci, a retenu l'attention de tous; la nécessaire compassion envers des réfugiés aux abois ne saurait faire oublier la quête de millions de leurs frères, qui sont à la recherche de conditions d'existence sûres et dignes. Il m'incombe, hélas, de signaler enfin à votre attention le drame des populations de la partie centrale de l'Afrique. Nous avons assisté ces derniers mois à une recombinaison régionale des équilibres ethniques et politiques. Toutes vos chancelleries connaissent les événements qui se sont succédé au Rwanda, au Burundi, en République démocratique du Congo et tout récemment au Congo- Brazzaville. Je ne rappellerai donc pas ici les faits, pour évoquer essentiellement les épreuves infligées aux populations: les combats, les déplacements de personnes, le drame des réfugiés, des conditions sanitaires déficientes, une administration défectueuse de la justice... Devant de telles situations, personne ne peut garder la conscience tranquille. Aujourd'hui encore, dans le plus grand silence, on continue à intimider ou à tuer. C'est pourquoi je voudrais ici m'adresser aux responsables politiques de ces pays: si la conquête violente du pouvoir devient la norme, si l'ethnocentrisme continue à tout imprégner, si la représentation démocratique est systématiquement laissée de côté, si la corruption et le commerce des armes sévissent encore, alors l'Afrique ne connaîtra jamais la paix ni le développement, et les générations futures porteront un jugement impitoyable sur ces pages de l'histoire africaine. Je voudrais également en appeler à la solidarité des pays du continent. Les Africains ne doivent pas tout attendre de l'aide extérieure. Parmi eux, beaucoup de femmes et d'hommes ont toutes les aptitudes humaines et intellectuelles pour relever les défis de notre époque et pour gérer adéquatement les sociétés. Mais il faudrait davantage de solidarité « africaine » pour soutenir les pays en difficulté, et aussi pour que ne leur soient pas imposées des mesures ou des sanctions discriminatoires. Les uns et les autres devraient s'entraider pour l'analyse et l'évaluation des options politiques, et aussi accepter de ne pas participer à la fourniture des armes. Il faudrait plutôt que les pays du continent favorisent la pacification et la réconciliation, si besoin est par le moyen de forces de paix composées de soldats africains. Alors, la crédibilité de l'Afrique serait plus réelle aux yeux du reste du monde et l'aide internationale se ferait sans doute plus intense, dans le respect de la souveraineté des nations. Il est urgent que les différends territoriaux, les initiatives économiques et les droits de l'homme mobilisent les

énergies des Africains pour des solutions équitables et pacifiques qui mettent l'Afrique en condition d'aborder le vingt et unième siècle avec davantage d'atouts et de confiance.⁵ Au fond, tous ces problèmes révèlent combien la femme et l'homme de cette fin de siècle sont vulnérables. Il est heureux, certes, que les Organisations internationales, par exemple, se préoccupent toujours davantage d'indiquer les critères pour améliorer la qualité de la vie humaine et de prendre des initiatives concrètes. Le Siège apostolique se sent solidaire de ces activités de la diplomatie multilatérale à laquelle il collabore volontiers grâce à ses Missions d'observation. À ce propos, je voudrais seulement mentionner ce matin le fait que le Saint-Siège est associé de manière institutionnelle aux travaux de l'Organisation mondiale du Commerce, dans le but de favoriser le progrès humain et spirituel dans un secteur vital pour le développement des peuples. Mais on ne doit pas oublier que nos contemporains sont souvent soumis à des idéologies qui leur imposent des modèles de société ou de comportement prétendant décider de tout, de leur vie comme de leur mort, de leur intimité et de leur pensée, de la procréation comme du patrimoine génétique. La nature n'est plus qu'un simple matériau, ouvert à toutes les expériences. On a parfois l'impression que la vie n'est appréciée qu'en fonction de l'utilité ou du bien-être qu'elle peut procurer, que la souffrance est considérée comme dépourvue de signification. On néglige la personne handicapée et le vieillard parce que encombrants, on tient trop souvent l'enfant à naître pour un intrus dans une existence planifiée en fonction d'intérêts subjectifs peu généreux. L'avortement ou l'euthanasie en viennent alors rapidement à apparaître comme des « solutions » acceptables. L'Église catholique — et la plupart des familles spirituelles — savent d'expérience que l'homme est hélas capable de trahir son humanité. Il faut donc l'éclairer et l'accompagner pour que, dans ses errements, il puisse toujours retrouver les sources de la vie et de l'ordre que le Créateur a inscrits au plus intime de son être. Là où l'homme naît, souffre et meurt, l'Église, pour sa part, sera toujours présente afin de signifier que, au moment où il fait l'expérience de sa finitude, Quelqu'un l'appelle pour l'accueillir et donner un sens à son existence fragile. Conscient de ma responsabilité de Pasteur au service de l'Église universelle, j'ai eu souvent l'occasion de rappeler dans les actes de mon ministère l'absolue dignité de la personne humaine depuis le moment de la conception jusqu'à son dernier souffle, le caractère sacré de la famille comme lieu privilégié de la protection et de la promotion de la personne, la grandeur et la beauté de la paternité et de la maternité responsables, ainsi que les nobles finalités de la médecine et de la recherche scientifique. Ce sont là des éléments qui s'imposent à la conscience des croyants. Quand l'homme court le risque d'être considéré comme un objet que l'on peut transformer ou asservir à son gré, quand on ne perçoit plus en lui l'image de Dieu, quand sa capacité d'aimer et de se sacrifier est délibérément occultée, quand l'égoïsme et le profit deviennent les motivations premières de l'activité économique, alors tout est possible et la barbarie n'est pas loin. Excellences, Mesdames, Messieurs, ces considérations vous sont familières, vous qui êtes les témoins quotidiens de l'action du Pape et de ses collaborateurs. Mais j'ai voulu les proposer une fois encore à votre réflexion, car on a souvent l'impression que les responsables des sociétés comme des organisations internationales se laissent conditionner par un nouveau langage, qui semble accrédité par des technologies récentes et que certaines législations admettent ou même ratifient. En réalité, il s'agit de l'expression d'idéologies ou de groupes de pression qui tendent à imposer à tous leurs conceptions et leurs comportements. Le pacte social en est alors profondément affaibli et les citoyens perdent leurs repères. Ceux qui sont garants de la loi et de la cohésion sociale d'un pays, ou ceux qui guident des organisations créées pour le bien de la communauté des nations, ne peuvent éluder la question de la fidélité à la loi non-écrite de la conscience humaine dont parlaient déjà les anciens et qui est pour tous, croyants ou non, le fondement et le garant universel de la dignité humaine et de la vie en société. Je ne puis que reprendre à ce sujet ce que j'ai écrit naguère: « S'il n'existe aucune vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, les idées et les convictions peuvent être facilement exploitées au profit du pouvoir... » (Encycl. *Centesimus annus*, n. 46).
Devant la conscience, « il n'y a de privilèges ni d'exceptions pour personne. Que l'on soit le maître du monde ou le

dernier des misérables sur la face de la terre, cela ne fait aucune différence: devant les exigences morales, nous sommes tous absolument égaux » (Encycl. *Veritatis splendor*, n. 96).⁶ C'est ainsi que je conclus mon propos, Excellences, Mesdames et Messieurs, en appelant sur chacun de vous, vos familles, les autorités de vos pays et vos concitoyens la protection divine durant toute l'année qui commence. Veuillez Dieu Tout-Puissant aider chacun de nous à tracer des chemins nouveaux où les hommes se rencontrent et marchent ensemble! C'est la prière que chaque jour j'élève à Dieu pour l'humanité tout entière, afin qu'elle soit toujours plus digne de ce nom

!

*AAS 90 (1998), p. 766-773. *Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, vol. XXI, 1 pp. 83-91. *L'Osservatore Romano* 11.1.1998 p.4. *L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française* n.2 pp. 1,2,3. *La Documentation Catholique* n. 2175 pp.101-104. © Copyright 1998 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana